

TOUS EN GRÈVE LE 21 JANVIER !
POUR ORGANISER LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE ET LAÏQUE ET
REFUSER DES CONTRE-RÉFORMES TOUJOURS PLUS RÉGRESSIVES.

La casse du métier et la disparition de la formation professionnelle

La « masterisation » est un recul historique dans le système éducatif français : disparition des IUFM et masters vidés de tout volet pédagogique ou didactique, allongement des études universitaires (dont aucune étude n'a montré la nécessité) non payées, au détriment des étudiants socialement les moins favorisés.

Cette réforme constitue un pas de plus dans la déstructuration de la Fonction Publique d'État et

du statut de fonctionnaire. Après la loi de 2005 qui autorise le recrutement de contractuels sur des emplois permanents, elle prépare un vivier important de personnes ayant un haut niveau de diplôme universitaire (master), se destinant à l'enseignement, recalées aux concours de recrutement mais employables comme précaires.

Cette réforme n'est pas négociable, nous devons exiger son retrait.

Le lycée à l'heure libérale

Par un accroissement dangereux de l'autonomie des établissements et des prérogatives des chefs d'établissements, le gouvernement veut clairement rentabiliser le travail des enseignants : alourdissement du nombre de classes et des effectifs à prendre en charge, mise au pas de la profession avec la création d'une hiérarchie intermédiaire de professeurs (conseil pédagogique). La multiplication des tâches intégrées au service (aide) ou effectuées en heures sup. (tutorat, orientation) est inacceptable quand le ministère ne cache plus sa volonté d'en finir avec les COP (conseillers d'orientation psychologues) et un service public d'orientation propre à l'Éducation.

Dans le même temps la qualité des enseignements est bradée : ponctions horaires globales importantes, suppressions des dédoublements sous couvert d'une aide « fourre-

tout » pour les élèves, et d'une globalisation d'une part importante des horaires. Cette mise en concurrence des disciplines conduira à des choix très inégalitaires suivant les établissements et leurs publics. Dans ces conditions on peut même s'interroger sur le maintien du bac comme 1^{er} grade universitaire.

Ce projet renforcera le développement d'un lycée à plusieurs vitesses et aggravera la reproduction des inégalités sociales.

SUD éducation ne se retrouve en rien dans cette vision d'un lycée pour chacun au détriment du droit à l'éducation pour tous.

SUD éducation n'a jamais pris part aux négociations en vue de cette réforme et déplore que certains syndicats la soutiennent au nom d'un progrès « pédagogique » ou d'une « autonomie » imaginaires, tout en se plaignant des suppressions de postes que cette réforme ne va faire qu'aggraver !

L'école en miettes

Le retour à une conception mécaniste des apprentissages imposé par Darcos a été dénoncé par l'ensemble du monde éducatif, par la majorité des chercheurs. Aujourd'hui la tendance est à l'externalisation de toute difficulté scolaire ou d'apprentissage. L'État se désengage de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle devrait assurer pour tous. Il en va ainsi de la casse des RASED et leur remplacement par un soutien individualisé en dehors de l'horaire scolaire ou pendant les vacances. Dans le même

temps, le marché du "rattrapage scolaire" explose. Ces mesures constituent un handicap supplémentaire pour les élèves des milieux populaires et le gouvernement qui prend ces décisions n'ignore rien de ces conséquences.

Ajoutons à cela le pilotage par l'évaluation qui fait peser une menace lourde sur le système éducatif, en instaurant un outil de mesure des résultats qui va permettre une **concurrence entre les écoles**, et à terme, avec la disparition de la carte scolaire, **la transformation de l'école en un vaste marché.**

Suppressions de postes pour tous

Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite constitue un véritable démantèlement des services publics. Depuis 2007, cette politique a supprimé 100 000 emplois dans la seule fonction publique d'Etat, politique aggravée par la remise en cause des statuts et le blocage des salaires. Cette année encore, 13 500 postes doivent être supprimés dans l'enseignement public. Tous les niveaux et tous les services sont visés. Dans les services administratifs (inspection académique, rectorat, université) la détérioration des conditions de travail est à son comble et de nouvelles suppressions sont prévues. Dans les classes de tous les niveaux les effectifs augmentent, les

dédoublings de classes se font toujours plus rares, les possibilités de travail en petit groupe disparaissent. En mettant les personnels en rivalité, les nouvelles évaluations basées sur l'entretien individuel renforcent le pouvoir des petits chefs. La concurrence et la gestion managériale s'attaquent à tous les niveaux: les établissements classés en fonction de leurs performances, les personnels recrutés sur profil, la suppression de la carte scolaire.

Face à la politique du gouvernement et aux idées de ceux qui le soutiennent, c'est toute l'école publique et laïque qui est en danger quand dans le même temps l'enseignement privé voit plus que doubler le nombre de postes à ses concours.

A travers les « adaptations » aux budgets de rigueur, ce sont les contours d'une Ecole toujours plus inégalitaire qui se dessinent. Aussi, nous voulons combattre les suppressions de postes parce que nous refusons l'école promue par Sarkozy, Fillon, Darcos, Précresse, Châtel, et leurs amis du Medef.

- Contre les suppressions de postes, pour l'augmentation des recrutements aux concours
- Pour l'arrêt des recrutements de salariés précaires et la titularisation sans condition de ceux déjà en place.
- Pour le retrait des décrets sur la formation des enseignants et une véritable formation professionnelle avec recrutement par concours après la licence sous statut de fonctionnaire stagiaire.
- Pour le maintien et le développement des RASED et la réaffirmation de leurs missions
- Contre le recours massif aux heures supplémentaires.
- Contre l'école sécuritaire de la généralisation de la vidéosurveillance et des Equipes Mobiles de Sécurité, pour la suppression de Base-Elèves et des fichiers informatisés et centralisés concernant les élèves et les personnels.
- Contre les expulsions de jeunes sans-papiers scolarisés.
- Pour le retrait du texte sur la réforme des lycées.
- Pour la défense de l'Ecole laïque et l'abrogation de la loi Carle.

SUD EDUCATION APPELLE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS* À LA GRÈVE, LE JEUDI 21 JANVIER 2010 .

Cette grève nationale dans l'éducation, et dans toute la fonction publique, appelée en commun avec la FSU et la CGT, doit permettre d'organiser un véritable rapport de force, seul moyen de contraindre le gouvernement à retirer ses réformes. SUD éducation appelle les personnels à tenir des Assemblées Générales le 21 janvier afin d'organiser collectivement la suite du mouvement. Pour Sud Éducation, on ne pourra faire l'économie d'une grève prolongée jusqu'à satisfaction des revendications. Les grèves d'un jour ont montré leur inefficacité. La reconduction de la grève doit être débattue, ainsi que la construction d'un véritable rapport de force au niveau interprofessionnel.

(*enseignants et chercheurs, IATOSS et personnels éducatifs, titulaires ou précaires, de droit public ou de droit privé)